



Pétition parlementaire sur la détérioration de la situation des droits de la personne aux Philippines, l'exploitation minière et le rôle du Canada

Ottawa, 22 septembre 2020 – MiningWatch Canada et la Coalition internationale des droits de la personne aux Philippines (ICHRP-Canada) ont lancé une pétition parlementaire électronique en réponse à l'augmentation des attaques extrajudiciaires contre les civils et les défenseurs des droits de la personne aux Philippines depuis 2016.

«Les Philippines sont désormais l'un des deux pays les plus dangereux pour les défenseurs des droits de la personne et environnementaux selon Global Witness», déclare Patricia Lisson de ICHRP-Canada, ajoutant que «cette année, le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les Philippines a constaté de graves violations des droits humains, renforcées par la rhétorique néfaste de hauts fonctionnaires contre, entre autres, des organisations de défense des droits humains, des avocats, des acteurs politiques et judiciaires, des journalistes, des syndicalistes et des groupes religieux. »

Le Canada est impliqué dans ces violations, à la fois à travers les sociétés minières canadiennes opérant dans le pays et par l'aide militaire que le Canada fournit aux Philippines.

Le projet d'extraction minier de l'entreprise canadienne OceanaGold dans le village de Didipio, Nueva Vizcaya, est depuis longtemps accusé de graves violations des droits de l'homme et de l'environnement. «En 2018, les populations autochtones locales, qui s'opposent pacifiquement à la mine depuis des années, ont été faussement accusées de sédition contre l'État, ce qui en fait la cible d'exécutions extrajudiciaires, qui sont devenues si courantes aux Philippines», déclare Catherine Coumans de MiningWatch Canada, «Puis cette année, une importante force policière a dispersé violemment un blocus pacifique et autorisé d'une route menant à la mine, même si la mine est sans permis d'exploitation depuis juin 2019.»

Alors même que la situation des droits de la personne aux Philippines ne cesse de se détériorer, le Canada a continué de fournir une aide militaire au pays. «Étant donné la grave situation des droits de l'homme aux Philippines, le Canada ne devrait pas vendre d'équipements militaires au pays et fournir une coopération en matière de défense», déclare Patricia Lisson de l'ICHRP-Canada, «le Canada devrait ajouter les Philippines à sa liste de pays vers lesquels il n'exportera pas de matériels et technologies militaires. »

De plus, le Canada ne parvient pas à protéger les défenseurs des droits de la personne philippins tant au niveau consulaire aux Philippines que par le biais de ses mécanismes de responsabilisation des entreprises canadiennes au pays. «Lorsque certaines des personnes qui

ont été faussement accusées et ont fait face à une menace de meurtre extrajudiciaire en raison de leur opposition à OceanaGold ont demandé l'aide de l'ambassade canadienne à Manille, leurs demandes d'aide n'ont pas été écoutées », déclare Catherine Coumans, « de plus, l'ombudsman canadien n'a pas les pouvoirs d'enquête nécessaires pour obtenir les témoignages et documents essentiels pour traiter les plaintes contre les sociétés minières canadiennes. »

La [pétition parlementaire électronique](#) répond à ces préoccupations soulevées par MiningWatch Canada et ICHRP-Canada.

- 30 -

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Catherine Coumans, MiningWatch Canada, catherine@miningwatch.ca
Patricia Lisson, Coalition internationale des droits de la personne aux Philippines-Canada, ichrpcanada@gmail.com

Pour plus d'informations sur la pétition et les événements connexes, voir :

- [Compte rendu sur la pétition électronique](#)
- Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. 15 juin–3 juillet 2020. [Situation des droits de la personne aux Philippines: Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.](#)
- Rapport de [Global Witness](#) (2019) citant plus de la moitié de tous les meurtres signalés de défenseurs des droits qui ont eu lieu dans seulement deux pays, les Philippines et la Colombie, et indiquant que l'exploitation minière était le secteur le plus meurtrier avec 50 défenseurs tués en 2019 (en Anglais).
- Pour en savoir plus sur les abus des droits de la personne et environnementaux liés à l'exploitation minière, consultez (en Anglais): MiningWatch Canada et Institute for Policy Studies [OceanaGold in the Philippines: Ten Violations that Should Prompt Its Removal.](#) Octobre 2018.
- Pour en savoir plus sur la dispersion violente du blocus pacifique et autorisé pour accueillir OceanaGold, voir (en Anglais): [Global Civil Society Organizations Condemn Violent Dispersal of Indigenous Peoples' Mining Barricade in the Philippines.](#)
- Pour en savoir plus sur le ciblage de 2018 des villageois autochtones de Didipio et leur rencontre avec le personnel consulaire canadien à Manille, voir (en Anglais): [Indigenous Rights Defenders Targeted Over Opposition to OceanaGold Mine, Seek Support from Canadian Embassy in Philippines.](#)